

SAMIR AMIN

**LES DÉFIS
DE LA MONDIALISATION**

L'Harmattan
5-7, rue de l'École Polytechnique
75005 Paris - FRANCE

L'Harmattan Inc.
55, rue Saint-Jacques
Montréal (Qc) - CANADA H2Y 1K9

Collection FORUM DU TIERS MONDE

- AIT AMARA H., FOUNOU-TCHUIGOUA B.: (sous la direction de): Agriculture africaine en crise dans ses rapports avec l'Etat, l'industrialisation et la paysannerie, L'Harmattan, 1989, préface de S. Amin.
- AIT AMARA H.: L'Agriculture méditerranéenne dans les rapports Nord-Sud, L'Harmattan, 1992.
- AMIN S., FAIRE A., MALKIN D.: Avenir industriel de l'Afrique, L'Harmattan, 1981.
- AMIN S.: La Faillite du développement en Afrique et dans le Tiers Monde, une analyse politique, L'Harmattan, 1989.
- AMIN S.: Les Enjeux stratégiques en Méditerranée, L'Harmattan, 1992.
- AMIN S.: Mondialisation et accumulation, 1993.
- CASANOVA P. G.: Etat et politique dans le tiers-monde, 1994.
- CAPRON M.: L'Europe face au Sud, les relations avec le monde arabe et africain, L'Harmattan, 1991.
- FOUNOU-TCHUIGOUA B.: Fondements de l'économie de traite au Sénégal, Silex, 1981, préface de S. Amin.
- KHENASS I.: Le Défi énergétique en Méditerranée, L'Harmattan, 1992.
- LAMINE GAKOU M.: Crise de l'agriculture africaine, Silex, 1984.
- YACHIR F.: Crise des théories et des idéologies de développement.
- YACHIR F.: Crise et redéploiement dans la sidérurgie, Silex, 1984, préface de S. Amin.
- YACHIR F.: L'Europe du Sud et le Monde arabe, au défi des technologies nouvelles, L'Harmattan, 1992.
- YACHIR F.: La méditerranée dans la révolution technologique, 1992.
- ZAROUR C.: La Coopération arabo-africaine, bilan d'une décennie 1975-1985, L'Harmattan, 1989, préface de S. Amin.
- ZAROUR C.: La Coopération arabo-sénégalaise, L'Harmattan, 1989, préface S. Amin.
- Sous la direction de S.AMIN : Le Maghreb : enlisement ou nouveau départ ?, L'Harmattan, 1996

© Éditions L'Harmattan, 1996

ISBN : 2-7384-4461-X

PRESENTATION

J'ai réuni dans cet ouvrage onze articles écrits récemment, portant tous sur quelque aspect de la mondialisation.

Les deux premiers chapitres nous rappelleront que la mondialisation n'est pas nécessairement quelque chose de nouveau dans l'histoire de l'humanité. Les trois chapitres suivant précisent ce que le capitalisme a inauguré de réellement nouveau dans cette dimension (chapitre III), particulièrement dans sa phase actuelle de crise structurelle et dans ses perspectives (chapitre IV et V). Les cinq chapitres qui suivent considèrent les défis particuliers que la mondialisation représente pour différentes régions du monde, et les réponses - adéquates ou non - que les systèmes en place apportent à ces défis, pour l'Europe (chapitre VI), la Chine (chapitre VII), la Russie (chapitre VIII), le monde arabe (chapitre IX) et l'Afrique (chapitre X). Le dernier chapitre ouvre la discussion sur l'alternative qu'on peut définir dans les termes suivants : à quelles conditions la mondialisation peut être associée à des projets sociétaux de libération et de progrès humain ?

CHAPITRE I

LES SYSTÈMES RÉGIONAUX ANCIENS

Le monde moderne a produit une image de l'histoire universelle selon laquelle le capitalisme (européen) aurait été le premier système social qui ait unifié le monde. Le moins que l'on puisse dire, c'est que cette opinion commune simplifie outrageusement la réalité. Elle constitue à mon avis un produit typique de l'eurocentrisme dominant. En réalité, les sociétés antérieures au XVI^{ème} siècle n'étaient nullement isolées les unes des autres mais en concurrence au sein de systèmes régionaux (et peut-être même d'un système mondial). Sous-estimer ce fait, c'est se condamner à ne pas comprendre la dynamique même du changement au sein de ces sociétés. Simultément, je maintiens que le capitalisme représente une coupure qualitative dans l'histoire mondiale, amorcée vers 1500. Aussi j'insiste sur la distinction qu'il faut faire entre la structure intégrée du système capitaliste mondial et les éléments protocapitalistes que l'on retrouve dans les sociétés antérieures, parfois depuis des temps très anciens. J'insiste également, pour cette même raison, sur la spécificité du contraste centres / périphéries propre au capitalisme mondial, différent qualitativement des formes antérieures de polarisation.

1. LA SPÉCIFICITÉ DU CONTRASTE CAPITALISME / FORMES SOCIALES ANTÉRIEURES

C'est ici que se situe, à mon avis, l'apport théorique décisif du concept (de Marx) de mode de production capitaliste, dont la dilution éventuelle (à la mode aujourd'hui bien sûr) n'aide pas à clarifier les problèmes. Le M.P.C. implique la propriété privée

de moyens de production qui sont eux-mêmes le produit du travail (machines), ce qui suppose à son tour un niveau de développement des forces productives supérieur (par rapport à l'artisanat et à son outillage) et, sur cette base, la division de la société en deux classes fondamentales, ce qui suppose que le travail social revête la forme de travail salarié libre. Le marché capitaliste généralisé constitue alors le cadre dans lequel opèrent les lois de l'économie (la "concurrence") devenues des forces qui agissent indépendamment des volontés subjectives : l'aliénation économiste et la dominance de l'économique en sont l'expression.

Aucune société antérieure aux temps modernes n'était fondée sur ces principes. Par contre, toutes les sociétés évoluées antérieures au XVI^{ème} siècle étaient d'une nature identique. En les qualifiant de tributaires, je souligne ce fait qualitatif essentiel, à savoir que le surplus est directement ponctionné sur la paysannerie par des moyens transparents associés à l'organisation de la hiérarchie du pouvoir (le pouvoir est source de richesse, alors que dans le capitalisme c'est l'inverse qui constitue la règle). La reproduction du système exige alors la dominance idéologique - religion d'Etat qui opacifie l'organisation du pouvoir et la légitimise (par opposition à l'idéologie économiste du capitalisme qui opacifie l'exploitation économique et la légitimise par ce moyen, en contrepartie de la transparence relative des rapports politiques, elle-même condition de l'émergence de la démocratie moderne).

Ayant pris position sur quelques-uns des débats du matérialisme historique, je crois utile d'en rappeler ici mes conclusions essentielles, ne serait-ce que parce que celles-ci commandent mes suggestions concernant la question de la nature du (ou des) systèmes pré-modernes.

J'ai refusé la version dite marxiste des "cinq stades", c'est-à-dire plus précisément refusé (i) de considérer l'esclavage comme une étape nécessaire par laquelle seraient passées toutes les sociétés qui sont allées au-delà ; (ii) de considérer le féodalisme comme l'étape nécessaire qui succède à l'esclavage. J'ai refusé également la version dite marxiste des "deux voies", c'est-à-dire plus précisément refusé de considérer que seule la voie "européenne" (esclavage-féodalité) ouvrait la perspective de l'invention du capitalisme, tandis que la voie "asiatique" (le

prétendu mode de production asiatique) aurait constitué une impasse, incapable d'évoluer par elle-même. J'ai qualifié ces deux interprétations du matérialisme historique de produits de l'eurocentrisme. Je renvoie donc, pour ce qui est de mes propositions alternatives, à *Classe et Nation*.

J'ai donc suggéré la succession nécessaire de deux "familles de modes de production" : la famille communautaire et la famille tributaire. Cette proposition procède de la mise en relief de deux ruptures qualitatives dans une évolution générale: (i) dernière en date : la rupture qualitative dominance de l'instance politico-idéologique (Etat plus idéologie métaphysique) dans l'étape tributaire / dominance de l'instance économique (marché généralisé et idéologie économiste) dans l'étape capitaliste. (ii) antérieurement la rupture qualitative absence d'Etat et idéologie de la parenté dans l'étape communautaire / cristallisation du pouvoir social dans la forme étatique-idéologique-métaphysique dans l'étape tributaire. Cette proposition impliquait, entre autre, le repérage des formes diverses de chacune des deux étapes et, plus particulièrement, la définition des formes "centrales / périphériques" de l'étape tributaire qualifiant précisément le féodalisme de forme tributaire périphérique.

Pour certains, les formes que j'appelle "tributaires" ne constitueraient pas "un" mode de production, au sens de ce que, selon eux, le concept de mode de production implique dans le marxisme. Je ne reviens pas sur ce débat (de marxologie). Si cela "gêne" je suis prêt à troquer le terme de "mode de production tributaire" contre le terme, plus large, de "société tributaire".

Bien entendu, mes propositions restent dans un cadre dominé par la recherche de "lois générales". Entre autre, sur la base des conceptualisations que je suggère, pour les mêmes raisons, leur "transition" vers le capitalisme, marquée par le développement des éléments "protocapitalistes". Mais bien entendu, il existe un courant - qui a le vent en poupe à notre époque - qui refuse toute recherche de lois générales et s'attèle à mettre en relief, au contraire, la spécificité "irréductible" des différents parcours évolutifs. Je tiens cette orientation épistémologique pour un produit de l'eurocentrisme, préoccupé avant tout de légitimer la "supériorité" de l'Occident.

2. LA SPÉCIFICITÉ DE LA MONDIALISATION CAPITALISTE

J'entends par mondialisation capitaliste que les évolutions qui commandent le système pris dans sa globalité déterminent le cadre dans lequel opèrent les "ajustements" locaux. Autrement dit, ce point de vue systémique relativise la distinction "facteurs externes / facteurs internes", puisque tous les facteurs sont internes à l'échelle du système mondial. Est-il nécessaire de préciser que ce point de vue méthodologique nous sépare des courants dominants (bourgeois et même marxistes) selon lesquels les facteurs internes seraient décisifs au sens que les spécificités de chaque formation nationale ("développée" ou "sous-développée") tiendraient principalement de ces facteurs "internes", disons "favorables" ou "défavorables" par exemple au développement capitaliste ?

Mon analyse est, par ailleurs, fondée sur la distinction qualitative - que je crois décisive - entre les sociétés du capitalisme, dominées par l'économique (la loi de la valeur) et les sociétés antérieures, dominées par le politico-idéologique.

Il existe une différence fondamentale entre le système mondial (capitaliste) contemporain et tous les systèmes précédents (régionaux et tributaires), qui appelle un commentaire concernant la loi de la valeur qui commande le capitalisme. J'ai exprimé mon point de vue dans les termes de ce que j'ai appelé "la loi de la valeur mondialisée". D'une manière générale la loi de la valeur suppose un marché intégré des produits du travail social (qui deviennent alors des marchandises), du capital et du travail. Elle entraîne alors une tendance à l'uniformisation dans l'espace où elle opère, des prix identiques des marchandises et des rémunérations du capital et du travail (sous la forme salariale ou sous celle de la rémunération du petit producteur marchand). Cette approximation correspond bien à la réalité empirique dans les formations capitalistes centrales. Mais à l'échelle du système capitaliste mondial la loi de la valeur mondialisée opère sur la base d'un marché tronqué qui intègre bien le commerce des produits et les mouvements du capital mais en exclut la force de travail. La loi de la valeur mondialisée tend alors à uniformiser les prix des marchandises mais

non les rémunérations du travail dont l'éventail de la distribution mondiale est infiniment plus ouvert que celui de la distribution des productivités.

La puissance polarisante qui s'exprime à travers la loi de la valeur mondialisée est sans commune mesure qualitativement, quantitativement et par l'espace sur laquelle elle opère (la planète entière) avec les tendances limitées à la polarisation au sein des systèmes tributaires (régionaux) antérieurs.

Dans ce cadre, la coupure qualitative que représente le capitalisme conserve sa validité entière ; elle se manifeste par un renversement fondamental : la dominance de l'économique se substitue à celle du politico- idéologique. C'est pourquoi le système capitaliste mondial est différent qualitativement de tous les systèmes antérieurs qui sont forcément régionaux, quelle qu'ait été la densité des rapports qu'ils aient pu entretenir les uns avec les autres. Tant que ce renversement n'est pas opéré on ne peut parler que d'éléments protocapitalistes, quand ils existent, soumis à la logique tributaire dominante. C'est pourquoi je ne suis pas convaincu de l'utilité d'une vision théorique qui, supprimant cette coupure qualitative, confond dans le même continuum dont l'origine se perdrait dans le passé le plus lointain de l'histoire d'un "système mondial" prétendument éternel.

On ne peut donc sous-estimer l'importance de la coupure qualitative du capitalisme. Mais alors, en la reconnaissant, on dévoile sa portée historiquement limitée, comme on la dépouille de l'habillement sacré dont l'idéologie bourgeoise l'a vêtu. On ne peut plus écrire ces équations simples et rassurantes, comme capitalisme (aujourd'hui "marché") = liberté et démocratie, etc. Pour ma part, avec Karl Polanyi, je donne à la théorie marxiste de l'aliénation économiste une place centrale. Avec Polanyi donc j'en conclus que le capitalisme est de ce fait, par nature, non pas synonyme de liberté, mais d'oppression. On restitue à l'idéal socialiste, qui est de libérer de l'aliénation, toute la portée dont on voudrait le vider.

La critique de l'eurocentrisme n'implique en rien le refus de reconnaître la coupure qualitative que représente le capitalisme et - le mot lui aussi n'est plus à la mode - le progrès

(bien que relatif et historiquement limité) qu'il inaugure. Il n'implique pas non plus un "acte de contrition" par lequel les Occidentaux renonceraient à qualifier cette invention d'europpéenne. Se situant ailleurs, cette critique est centrée sur les contradictions que l'ère capitaliste ouvre : ce système conquiert le monde, mais il ne l'homogénéise pas ; au contraire, il y opère la plus phénoménale polarisation qui puisse être. De ce fait, il ne peut pas être dépassé si l'on renonce à l'exigence d'universalisme qu'il inaugure. Et pour résumer ici en une phrase la critique que j'ai proposée dans l'*Eurocentrisme*, je dirai : à l'universalisme tronqué de l'économisme capitaliste, forcément eurocentrique, il faut substituer la perspective de l'universalisme authentique d'un socialisme nécessaire et possible. Autrement dit, la critique de l'eurocentrisme ne peut pas être passéiste, faire "l'éloge de la différence" comme on dit.

3. LA TRANSITION MERCANTILISTE EN EUROPE 1500 - 1800

Le système mondial n'est pas la forme relativement récente du capitalisme, remontant seulement au troisième tiers du XIX^e siècle lorsque se constitue "l'impérialisme" (au sens que Lénine a donné à ce terme) et le partage colonial du monde qui lui est associé. Au contraire, nous disons que cette dimension mondiale trouve son expression d'emblée dès l'origine et demeure une constante du système à travers les étapes successives de son développement. En admettant que les éléments essentiels du capitalisme se cristallisent en Europe à partir de la Renaissance, la date de 1492 - amorce de la conquête de l'Amérique - serait la date de naissance simultanée du capitalisme et du système capitaliste mondial, les deux phénomènes étant inséparables.

Quelle est donc la nature de la "transition" 1500 - 1800 ? Diverses qualifications ont été proposées, fondées sur les normes politiques dominantes de l'époque ("l'Ancien Régime" ou "le temps des monarchies absolues") ou sur la nature de son économie (le mercantilisme). Car certes, confrontées aux critères définissant le mode de production capitaliste, les sociétés

mercantilistes de l'Europe atlantique et ses prolongements vers le centre et l'est du continent posent problème. Ce que l'on repère ici c'est seulement la réunion d'un certain nombre d'éléments préalables à la cristallisation du M.P.C., principalement : (i) l'extension marquée du champ des échanges marchands qui s'emparent d'une bonne part de la production agricole ; (ii) l'affirmation de formes modernes de la propriété privée et le respect de ces formes par la loi ; (iii) l'extension marquée du travail salarié libre (dans l'agriculture et l'artisanat). Cependant, du fait que le développement des forces productives n'a pas encore imposé "l'usine" comme forme principale de la production, l'économie est plus mercantile (dominée par le "commerce", "l'échange") que capitaliste.

Il s'agit donc presque d'évidence, de formes de la transition. Je ferai deux observations supplémentaires à cette conclusion :

Première observation : les formes en question - que certains ont qualifiées de protocapitalistes (pourquoi pas) - ne sont pas nées miraculeusement et brutalement à partir de 1492. On les retrouve dans les siècles antérieurs. On les trouve dans la région, sur le pourtour méditerranéen, depuis fort longtemps, notamment dans les villes italiennes et de l'autre côté de la mer, dans le monde arabo-musulman. On les trouve également dans d'autres régions et depuis fort longtemps : en Inde, en Chine, etc. Alors pourquoi faire commencer la transition au capitalisme en 1492 et pas en 1350, ou en 900, ou plus en arrière ? Pourquoi ne parler de transition au capitalisme que pour l'Europe et ne pas qualifier les autres sociétés (arabo-islamique, chinoise, etc.) où se retrouvent ces éléments de protocapitalisme, de sociétés également en transition vers le capitalisme ? Pourquoi ne pas abandonner l'idée de transition dans ces conditions pour lui substituer celle d'une évolution continue d'un système existant depuis fort longtemps et où les éléments de protocapitalisme sont également présents depuis des temps très anciens ? Ma seconde observation, qui suit, explique, en partie mon refus de suivre les suggestions exprimées ci-dessus.

Seconde observation : la colonisation de l'Amérique accélère d'une manière exceptionnelle l'expansion des éléments protocapitalistes signalés. Au point que le système social des

trois siècles en question soit dominé par ces éléments. Jusqu'alors, et ailleurs, il n'en est pas ainsi ; à l'inverse, les segments protocapitalistes de la société restent enserrés dans un monde dominé par les rapports sociaux tributaires (féodaux en Europe médiévale).

Dans la région (Méditerranée-Europe) le réseau dense des villes italiennes ne constitue-t-il pas un "système protocapitaliste" ? Sans aucun doute les formes protocapitalistes sont ici, au niveau de l'organisation sociale et politique de ces villes, dominantes. Mais peut-on séparer les villes italiennes (et même d'autres, en Allemagne du Sud, les villes de la Hanse, etc.) de l'ensemble de la chrétienté médiévale ? Or cet ensemble reste, lui, dominé par la vie rurale féodale, avec ses prolongements au plan politique et idéologique : le droit coutumier, l'émiettement des pouvoirs, le monopole culturel de l'Eglise, etc.

Dans cet esprit, il me paraît essentiel de donner toute sa place à l'évolution du système politique de l'Europe "protocapitaliste" du XVI^e au XVIII^e siècle. L'évolution qui conduit de l'émiettement féodal du pouvoir médiéval à la centralisation de la monarchie absolue se produit ici précisément concomitamment à l'accélération des développements protocapitalistes. Cette spécificité européenne est remarquable puisqu'ailleurs - en Chine ou dans le monde arabo-islamique par exemple - nous n'avons pas connu l'équivalent de l'émiettement féodal : l'Etat (centralisé) est antérieur au protocapitalisme. J'ai attribué cette spécificité européenne au caractère "périphérique" de la société féodale - produit d'une greffe de la formation tributaire méditerranéenne sur un corps encore largement attardé au stade communautaire (l'Europe des Barbares).

Or la cristallisation - tardive - de l'Etat, sous la forme de la monarchie absolue, impliquait, dès le départ, des rapports de celui-ci avec les différentes composantes de la société différents de ceux qui gèrent les rapports de l'Etat tributaire central avec celles-ci. L'Etat tributaire central se confond avec la classe dominante tributaire, qui n'a pas d'existence en dehors de lui. L'Etat de la monarchie absolue se construit, au contraire, sur les décombres du pouvoir de la classe tributaire de la modalité périphérique et, pour ce faire, s'appuie fortement sur les éléments protocapitalistes de la ville (la bourgeoisie naissante)

et de la campagne (la paysannerie engagée dans une évolution marchande). L'absolutisme résulte de cet équilibre entre les forces protocapitalistes nouvelles en essor et les vestiges de l'exploitation féodale.

L'écho de cette spécificité se retrouve au niveau du contenu idéologique qui accompagne la formation de l'Etat de l'Ancien Régime, de la Renaissance aux Lumières du XVIII^e siècle. J'insiste sur la spécificité - et avancée à mon avis - de cette idéologie qui rompt avec l'idéologie tributaire. Cette dernière fonde la dominance de l'instance politique sur la base économique sur la prédominance de la vision métaphysique du monde. Je précise, pour éviter tout malentendu, que la métaphysique n'est pas synonyme "d'irrationalité" (comme les courants radicaux des Lumières l'on dépeinte), mais cherche à concilier Raison et Foi (Cf. mes développements sur ce thème dans *L'Eurocentrisme*). La révolution idéologique de la Renaissance aux Lumières ne supprime pas la métaphysique (le besoin métaphysique), mais elle libère les sciences de leur soumission à celle-ci, ouvrant par là même la voie à la constitution d'un champ scientifique nouveau, celui des sciences de la société. En même temps bien entendu, la concomitance (qui n'est pas de hasard) entre les pratiques de l'Etat nouveau (de l'Ancien Régime) et ces développements dans le champ de l'idéologie stimule l'expansion protocapitaliste. Ainsi va-t-on voir les sociétés européennes s'acheminer rapidement vers la "révolution bourgeoise" (1688 en Angleterre, 1776 en Nouvelle Angleterre, 1789 en France) et remettre en question le système absolutiste qui a servi de piédestal aux avancées protocapitalistes pour inaugurer les concepts nouveaux de la légitimation du pouvoir par la démocratie (fut-elle censitaire). J'insiste aussi sur la dimension "prise de conscience" de cette spécificité par les Européens eux-mêmes. Avant la Renaissance, les Européens (de la chrétienté médiévale) se savent "non supérieurs" (en puissance potentielle) aux sociétés avancées de l'Orient, même s'ils croient leur religion "supérieure" (ce que les autres leur rendent bien !). A partir de la Renaissance, ils savent qu'ils ont acquis une supériorité (potentielle au moins) sur toutes les autres sociétés et pourront désormais conquérir à leur profit la planète entière (ce qu'ils firent).

4. LES SYSTÈMES ARABO-ISLAMIQUE ET MÉDITERRANÉEN ANTÉRIEURS

Chacun sait que la région arabo-islamique du monde méditerranéen et moyen-oriental a connu des siècles de civilisation brillante, avant même l'explosion des villes italiennes.

Ce monde arabo-islamique constitue-t-il un système protocapitaliste ? Les formes protocapitalistes y sont présentes et, à certaines époques et dans certaines régions, animent une civilisation brillante. Les réflexions que j'ai avancées dans ce domaine (Cf. *La Nation Arabe, L'Eurocentrisme*), rejoignent celles offertes par Fawzy Mansour (*L'impasse du monde arabe*) comme, par certains aspects, les travaux du regretté Ahmad Sadek Saad. Au-delà de divergences possibles - ou de nuances - nous sommes de l'avis commun que le système politique arabo-islamique n'est pas dominé par les forces protocapitalistes (mercantilistes) mais qu'à l'inverse, les éléments protocapitalistes restent soumis à la logique du pouvoir tributaire dominant.

En fait, le monde arabo-islamique a constitué, selon ma thèse, un sous-ensemble de ce que j'appelle le "système méditerranéen".

J'ai proposé (dans *L'Eurocentrisme*) de dater l'acte de naissance du "système méditerranéen" par la conquête d'Alexandre le Grand (trois siècles avant J.C) et de voir une seule longue période historique allant de cette date à la Renaissance, englobant d'abord l'Orient ancien (autour du bassin oriental de la Méditerranée) puis la Méditerranée toute entière et ses prolongements arabo-islamique et européen. J'ai proposé à ce sujet une thèse selon laquelle nous aurions affaire ici à un (seul) système tributaire s'étendant de 300 av. J.C. (l'unification de l'Orient par Alexandre le Grand) à 1492. J'entends par là qu'il s'agit d'une seule "aire culturelle" dont l'unité s'est manifestée dans une formulation métaphysique profondément commune (idéologie tributaire de la région), par delà les expressions successives de cette métaphysique (hellénistique, chrétienne d'Orient, islamique, chrétienne d'Occident). Dans cette aire tributaire, je crois utile la

distinction que je propose entre ses régions centrales (l'Orient méditerranéen) et ses régions périphériques (l'Occident européen). Au sein de cet ensemble, les échanges de toutes natures ont (presque toujours) été d'une forte densité et les formes protocapitalistes qui leur sont associées, remarquablement avancées, particulièrement évidemment dans ces régions centrales (notamment aux époques de l'Islam dans sa première grandeur : VIII^e à XII^e siècles, et en Italie pour les siècles successifs). Ces échanges ont été le support d'une redistribution importante du surplus. Cependant la centralisation éventuelle du surplus s'y est trouvée, pour l'essentiel, associée à la centralisation du pouvoir politique. Et de ce point de vue, l'ensemble de l'aire culturelle n'a jamais constitué un seul "Etat impérial unifié" (sauf pour les deux courtes périodes de l'Empire d'Alexandre puis de l'Empire romain, couvrant alors l'ensemble des régions centrales du système). D'une manière générale, la région périphérique de l'Occident européen est demeurée émiettée à l'extrême, sous la forme féodale (et c'est là même l'expression de son caractère périphérique). La région centrale elle-même a été partagée entre l'Orient byzantin chrétien et les Empires arabo-islamiques (omeyyade puis abbasside de la première époque), soumis à des forces centrifuges internes, puis réunifiés seulement dans l'Etat ottoman tardif, dont la constitution coïncide avec la fin de la période et la périphérisation globale de la région au bénéfice du transfert du centre vers la région antérieurement périphérique de l'Europe atlantique.

Ce "système" méditerranéen pourrait-il être qualifié de protocapitaliste ? En faveur de cette thèse, on signale la présence d'éléments proto-capitalistes indiscutables (propriété privée, entreprise marchande, travail salarié) qui traversent toute la période, s'épanouissent en certains lieux et temps (notamment dans la région islamique et en Italie), s'étiolent en d'autres (notamment dans l'Europe barbare du premier millénaire). Mais à mon avis, cette présence ne suffit pas à caractériser le système. Car, au plan décisif de l'idéologie, je vois au contraire que ce qui s'élabore dès la phase hellénistique de cette période (de 300 av. J.C. aux premiers siècles de notre ère), puis s'épanouit dans les formes chrétiennes (orientale puis occidentale) et islamique,

c'est bel et bien l'idéologie tributaire, avec sa caractéristique fondamentale majeure : la prédominance de la préoccupation métaphysique.

Il y a donc bien à mon avis "système", mais non "système protocapitaliste" (forme de la transition rapide de la société tributaire à la société capitaliste). Il y a "système tributaire". Je dis bien système et non simple juxtaposition de sociétés tributaires (au pluriel) autonomes, quand bien même auraient-elles partagé quelques éléments communs (comme la religion par exemple, ou l'intégration - fut-elle de durée limitée - dans un Etat impérial, comme ceux de Rome, de Byzance, des Omeyyades et des Abassides).

La distinction implique à mon avis un certain degré de centralisation du surplus. Ce que je précise néanmoins ici c'est que ce surplus est de nature tributaire et non, comme dans le capitalisme, de celle du profit du capital. Le moyen normal de centralisation de ce surplus tributaire est donc la centralisation politique, qui opère au bénéfice des capitales impériales (Rome, Byzance, Damas, Bagdad). Bien entendu, cette centralisation reste aussi fragile que l'est celle du pouvoir. Byzance, Damas et Bagdad ne peuvent éviter que les relais (Alexandrie, Le Caire, Fès, Kairouan, Gênes, Venise, Pise, etc.) parviennent souvent à s'autonomiser. Le pan entier de la chrétienté barbare (le premier millénaire en Occident) échappe à cette centralisation. Parallèlement, la logique de la centralisation par le pouvoir stimule les rapports protocapitalistes au point que la mercantilisation partielle du surplus n'a jamais disparu dans la région. Je lui ai même donné une grande importance pour certaines régions et époques : les siècles brillants de l'Islam, les villes italiennes, à partir des Croisades. J'ai qualifié, sur cette base, les formations du monde arabe de formations tributaires-mercantiles.

Cet angle de vision que je développe m'amène effectivement à conclure que le capitalisme "pouvait" naître ici. Là encore, je renvoie aux débats animés sur cette question auxquels je me suis associé. S'il n'est pas né ici, c'est qu'il est apparu d'abord en Europe atlantique et que, de ce fait, les processus d'évolution vers le capitalisme ont été brutalement arrêtés dans

leur développement ailleurs. Quant à la raison pour laquelle l'évolution vers le capitalisme s'est accélérée en Occident atlantique (transférant le centre de gravité du système des bords de la Méditerranée à ceux de l'Océan), elle tient, selon moi, principalement à la colonisation (de l'Amérique puis de la planète entière) et, accessoirement, au caractère périphérique du féodalisme occidental.

5. PEUT-ON PARLER D'UN SYSTEME MONDIAL TRIBUTAIRE ?

Mon hypothèse méthodologique me conduit à regarder les autres "aires culturelles" comme d'autres systèmes tributaires autonomes. En particulier, il me semble que le système tributaire chinois - confucéen - constitue un monde par lui-même et en lui-même, avec son propre centre (la Chine) caractérisé par une centralisation politique forte (même si celle-ci, soumise à des forces centrifuges internes, éclate de période en période, mais est toujours reconstituée), et ses périphéries (notamment le Japon), dans un rapport à la Chine très analogue à celui de l'Europe médiévale à l'Orient civilisé. Je laisse en pointillé la question de savoir si l'aire culturelle hindouiste a bien constitué un (seul) système tributaire.

Cela étant, la question qui se pose ici est de savoir si le système méditerranéen était isolé, ou en rapport étroit avec d'autres systèmes asiatiques et africains ?

Au-delà de la région méditerranéenne et antérieurement à sa constitution, peut-on affirmer l'existence d'un système mondial permanent, en évolution continue ? L'intensité des rapports d'échange entre la Méditerranée protocapitaliste, l'Orient chinois et indien et l'Afrique sub-saharienne, et peut-être même l'importance des échanges entre ces diverses régions de l'ancien monde à des époques antérieures, ont suggéré à certains (notamment A.G. Frank) une réponse allant dans ce sens. Pour ma part, je ne crois pas que dans l'état actuel des connaissances on puisse répondre à cette question. Il n'en est pas moins utile de la poser, en vue de susciter l'échange de vues systématique sur ce que l'on peut déduire de nos connaissances,

les hypothèses qu'elles peuvent inspirer et les directions de recherche qu'elles invitent à poursuivre pour la vérification de ces hypothèses.

Je ne souhaite pas substituer aux résultats éventuels de ces débats mes propres intuitions. Je les soumetts ici seulement à titre provisoire, pour amorcer la discussion. Je proposerai donc les thèses (provisoires) suivantes.

Premièrement : l'humanité est une depuis ses origines. On commence à connaître l'itinéraire du peuplement de la planète Terre à partir du noyau d'Hominidés apparus en Afrique Orientale, descendant le Nil et peuplant l'Afrique, traversant la Méditerranée et l'isthme de Suez pour conquérir l'Europe et l'Asie, passant le détroit de Behring et peut-être traversant le Pacifique pour s'installer (à l'époque la plus récente) dans les Amériques. On commence à savoir dater ces conquêtes successives des terroirs de la planète. La question pertinente qui se pose à cette occasion est peut-être la suivante : la dispersion a-t-elle entraîné une diversification des lignes d'évolution des différents groupes humains, installés dans des milieux géographiques d'une diversité extrême et donc confrontés de ce fait à des défis de natures différentes ? Ou bien, au-delà de cette diversification, des lignes d'évolution parallèles imposeraient la conclusion que l'humanité, dans son ensemble, et restée commandée par des "lois" d'évolution de portée universelle ? Et, en complément de cette question, on peut se demander quelle a été l'importance des relations entre les peuplements humains dispersés de la sorte et, par conséquent, l'intensité et la rapidité des transferts de connaissances, d'expériences et d'idées ?

Intuitivement, on peut imaginer que certains groupes humains se sont retrouvés relativement isolés dans des conditions particulièrement difficiles et que, de ce fait, ils ont relevé le défi par des adaptations particulières peu aptes à évoluer d'elles-mêmes. Ces groupes seraient donc enfermés dans des impasses, contraints de reproduire leur organisation propre sans que celle-ci n'ait donné les signes de son propre dépassement. Parmi eux peut-être les sociétés (toujours très émiettées) de chasseurs / pêcheurs / cueilleurs de l'Arctique, de la forêt équatoriale, des petites îles et de certaines côtes...

Mais d'autres groupes se sont retrouvés dans des conditions moins difficiles qui leur ont permis d'avancer simultanément dans la maîtrise de la nature (passage à l'agriculture sédentaire, invention d'outillages plus efficaces...) et dans l'organisation de sociétés plus denses. C'est à propos de ceux-ci que se pose la question des lois éventuelles de l'évolution sociale à portée universelle et de la place des relations extérieures dans cette évolution.

Deuxièmement : à propos des sociétés qui ont visiblement "avancé", peut-on retrouver des étapes-stades analogues franchies par toutes, fût-ce à des rythmes plus ou moins rapides ? Toute notre science sociale s'est construite sur cette hypothèse, conçue comme nécessaire. Pour la satisfaction de l'esprit ? Comme moyen de légitimation d'un système de valeurs universaliste ? Les formulations de cette "évolution nécessaire" se succèdent au XIX^e siècle, fondées soit sur la succession des modes d'exploitation du sol et des outillages mis en oeuvre (du type âge paléolithique, âge néolithique, âge des métaux, etc.), soit sur la succession des formes sociales de l'organisation (du type âge sauvage, âge barbare, âge civilisé...). Diverses évolutions dans des domaines particuliers sont greffées sur ces tendances générales considérées comme fondamentales. Par exemple, la succession matriarcat-patriarcat, la succession des âges de la pensée philosophique (âge primitif animiste, âge métaphysique, âge positiviste à la Auguste Comte), etc. Je ne discuterai pas ici ces théories, presque toujours plus ou moins abandonnées par la recherche ultérieure. J'en signale seulement l'existence comme témoignage de la persistance du besoin de généraliser, par-delà l'évidente diversité, qui est le propre de la démarche scientifique.

Il me semble que la formulation la plus sophistiquée de toutes les théories de l'évolution générale a été celle proposée par le marxisme, axé sur les concepts synthétiques dits de modes de production, eux-mêmes fondés sur une conceptualisation des éléments de base de cette construction (forces productives, relations de production, infrastructure et superstructure, etc.), et enrichis par la greffe de théories particulières articulées à celles des modes de production (comme la théorie de la famille, celle de l'Etat, etc.). Ici encore, je ne discuterai

pas la question de savoir si ces constructions marxistes sont bien celles de Marx lui-même, ou le produit d'interprétations ultérieures, cohérentes ou non avec l'esprit du marxisme de Marx, pas plus que je ne discuterai les questions relatives à la validité de ces théories confrontées à l'amélioration de nos connaissances concernant la réalité des sociétés du passé. Encore une fois, je signale ces formulations comme l'expression de ce même besoin de comprendre, qui implique la possibilité de généraliser.

Troisièmement : sur la base des conceptualisations proposées, on repère sans difficulté un certain nombre de sociétés tributaires parvenues plus ou moins au même âge de développement général : techniques productives, outillage, gamme de produits, formes d'organisation du pouvoir, systèmes de connaissances et d'idées, etc. On repère de surcroît un tissu relativement dense d'échanges de toutes natures entre ces sociétés : échanges de produits, de connaissances, de techniques et d'idées. Cette densité d'échanges permet-elle de parler d'un seul système mondial (fut-il qualifié de tributaire) - au singulier ? A.G. Frank nous propose ici un critère précis : il y a un système intégré lorsque les influences réciproques sont "décisives" (A ne serait pas ce qu'il est sans les relations qu'il entretient avec B). Soit, mais la question reste entière : ces relations étaient-elles ou non "décisives" ?

Cependant, l'université des lois de l'évolution sociale n'implique en aucune manière la mondialisation. Il s'agit là de deux concepts distincts. Le premier fait référence au fait que des sociétés distinctes - séparées par la distance géographique ou le temps - ont pu évoluer de manière parallèle pour les mêmes raisons profondes. Le second implique que ces sociétés ne seraient pas distinctes les unes des autres mais constitueraient des éléments de la même société mondiale. Dans l'évolution de celle-ci - globale par la force des choses - les lois en question sont inséparables des effets de l'interaction entre les différentes composantes de la société mondiale.

Je ferai sur ce plan deux observations liminaires : (i) les échanges économiques ne constituent pas nécessairement un élément décoratif dont l'existence n'aurait aucune influence

marquante sur le mode de production et par delà, le niveau de développement. L'échange peut être un moyen important de redistribution du surplus, décisif pour certains segments des sociétés mises en rapport. La question n'est pas de principe, mais de fait. L'étaient-ils ? Où et quand ? Je me méfie ici de toute généralisation hâtive, concluant soit qu'ils l'étaient toujours (ou généralement) soit qu'ils ne l'étaient jamais (sauf rares exceptions). Dans le cas de la région arabo-islamique par exemple, j'ai dit que les échanges étaient ici importants au point de marquer la formation d'un caractère tributaire-mercantile essentiel à la compréhension de son histoire, notamment de la succession (involutive) d'une phase brillante suivie d'une décadence, comme du déplacement des centres de gravité de la richesse et du pouvoir dans cette région. J'ai dit aussi que la formation protocapitaliste de l'Europe mercantiliste (XVII-XVIII^e siècles) avait franchi rapidement cette étape vers le capitalisme grâce à ces échanges, dominés par elle. Mais les échanges ont-ils occupé une place symétrique en Chine, en Inde, dans l'Empire Romain, etc. Je n'en sais personnellement rien.

(ii) les échanges en question ne doivent pas être réduits aux seuls échanges économiques. Loin de là. L'historiographie, d'ailleurs, met davantage l'accent, pour ce qui est des époques antérieures au capitalisme, sur les échanges culturels (et notamment l'expansion des religions) et militaro-politiques (construction et dislocation d'Empires, invasions barbares, etc.), tandis que l'accent est mis sur la dimension économique dans les rapports au sein du système mondial moderne. A-t-elle tort ? Je ne le crois pas. Je crois au contraire que, ce faisant, elle a saisi – fût-ce intuitivement – le renversement des dominances, du politico-idéologique à l'économique qui est l'axe central de ma thèse. Or, sur ce plan, peut-on parler d'un seul système mondial politico-idéologique tributaire ? Je ne le crois pas et j'ai préféré, pour cette raison, parler "d'aires culturelles" tributaires distinctes fondées précisément sur les grands systèmes de références - religieuses le plus souvent - particulières : confucianisme, hindouisme, islam, christianisme... Bien entendu, il y a une certaine parenté entre ces différentes métaphysiques puisqu'elles expriment l'exigence fondamentale du même type de société - tributaire. Cette parenté facilite à son tour les emprunts mutuels.

Pour avancer donc dans la réponse à la question posée (un ou des systèmes ?), il faut combiner trois éléments : la densité des échanges économiques et des transferts de surplus redistribué par leur canal, le degré de centralisation du pouvoir politique, la diversité / spécificité relative et, partant, l'autonomie des systèmes idéologiques.

L'autonomie des différents systèmes tributaires n'exclut pas des relations d'échanges économiques et autres entre eux, ni même que ces échanges aient pu être importants. On comprendrait mal beaucoup de faits et d'évolutions historiques sans référence à ces échanges : les transferts de technologies de toutes sortes (la boussole, la poudre à canon, le papier, la soie qui a donné son nom aux routes en question, l'imprimerie, les pâtes alimentaires chinoises devenues italiennes... !), les migrations d'idées religieuses (le bouddhisme se transférant de l'Inde à la Chine et au Japon, l'Islam voyageant jusqu'en Indonésie et en Chine, le christianisme jusqu'en Ethiopie, en Inde du Sud et en Asie centrale, etc.

Mais au-delà de ces échanges qui ont pu fonder ici et là des formes protocapitalistes vivaces reliées entre elle (de la Chine et l'Inde au monde islamique, sahélien africain et médiéval européen) et, par leur moyen, des transferts de surplus - peut-être même décisifs dans les noeuds principaux du réseau des échanges - il n'y a certainement pas de centralisation du surplus au niveau d'un système mondial comparable à celle qui caractérise le monde moderne. La raison en est que la centralisation du surplus opère à cette époque principalement en association avec celle du pouvoir et qu'il n'y a aucune forme d'un "Empire-monde" ou même d'un "pouvoir-monde" comparable à ce que deviendra l'hégémonie britannique au XIX^e siècle ou celle des Etats-Unis à notre époque.

Ainsi n'y a-t-il rien de comparable au plan de la polarisation à l'échelle globale entre les époques anciennes (tributaires) et celle du monde capitaliste moderne. Les systèmes antérieurs, en dépit des effets importants tenant aux échanges entre eux, ne sont pas polarisants à l'échelle mondiale, même s'ils l'ont été à des échelles régionales, au profit des centres de ces systèmes régionaux (par exemple Rome, Constantinople, Bagdad, les villes italiennes, la Chine, l'Inde,

etc.). Par contre, le système capitaliste est bel et bien polarisant à l'échelle globale et, de ce fait, mérite seul d'être qualifié de système mondial au sens plein du terme.

Cela étant, la méthodologie proposée en ce qui concerne l'analyse des interactions entre les systèmes tributaires invite à réviser peut-être les jugements traditionnels suggérés par l'historiographie concernant les fameux "barbares" qui occupent les espaces interstitiels séparant les grandes aires culturelles tributaires. Le rôle de ces "barbares" est-il bien celui que l'on a voulu leur conférer ? Un rôle purement négatif de destructeurs ? Ou bien leur fonction active dans les échanges intertributaires leur a-t-elle donné une certaine vocation à prendre quelques initiatives décisives, qui expliqueraient entre autres, soit leur succès (pas seulement militaire) à unifier des territoires immenses (l'Empire de Gengis Khan), soit leur capacité à se hisser rapidement à des positions centrales dans un système tributaire (le rôle brillant du Khorezm dans les premiers siècles de l'Islam), etc.

Une dernière réserve concernant la systématisation de l'hypothèse de l'existence d'un seul système mondial à travers l'histoire. Antérieurement aux V^e-III^e siècles av. J.C. peut-on parler de systèmes tributaires et de réseaux d'échanges significatifs entre eux ? Je ne le crois pas, au moins pour les trois raisons suivantes : (i) parce que les systèmes sociaux de la majeure partie de l'humanité étaient encore attardés au stade que j'ai qualifié de communautaire ; (ii) parce que les îlots de civilisation parvenus au stade où l'Etat y est la forme reconnaissable de l'expression du pouvoir n'ont pas encore trouvé une expression idéologique tributaire achevée (Cf. mes développements sur ce point, concernant l'idéologie du monde antique dans l'*Eurocentrisme*) ; (iii) parce que la densité des rapports d'échanges entre ces îlots demeure encore faible (cela n'exclut pas quelques emprunts - technologiques par exemple - qui ont pu parcourir des distances insoupçonnées).

6. CRITIQUE DE L'ÉVOLUTIONNISME

La thèse selon laquelle toutes les sociétés humaines auraient, de tout temps, constitué un système mondial intégré en évolution permanente sans que le capitalisme n'ait constitué dans cette évolution une coupure qualitative, propose une philosophie de l'histoire finalement fondée sur le concept de compétition. Certes elle procède bien d'une observation réaliste des faits, à savoir que toutes les sociétés de la planète, à toutes les époques, sont d'une certaine manière en compétition les unes avec les autres. Il n'importerait pas qu'elles en aient conscience, du fait des relations qu'elles entretiennent entre elles ou pas. Nous savons que le plus fort doit l'emporter et s'imposer. A ce niveau d'abstraction il y a bien un seul monde, parce qu'il y a une seule humanité. On pourrait même peut-être ajouter que les sociétés plus ouvertes, entretenant des rapports denses avec les autres, ont davantage de chances de prendre la mesure de cette compétition et de pouvoir y faire face plus efficacement ; a contrario, que ceux qui refusent cette compétition et cherchent - en s'enfermant sur eux-mêmes - à perpétuer leur façon d'être risquent d'être dépassés par les progrès réalisés ailleurs puis, de ce fait, ultérieurement marginalisés.

Ce discours n'est pas erroné, mais il est simplement situé à un niveau d'abstraction trop élevé, qui rabote la question véritable qui est de savoir comment se manifeste cette compétition. Deux historiens bourgeois - philosophes de l'histoire eux aussi - se sont situés délibérément à ce niveau de l'abstraction la plus générale (pour réfuter Marx). Arnold Toynbee suggère, dans cet esprit, un modèle opératoire réduit à deux termes : le "défi" et la "réponse au défi". Valable pour tous les temps et tous les lieux, je dirai que ce modèle ne nous apprend rien qui ne soit déjà évident car Toynbee ne propose pas une loi quelconque qui expliquerait pourquoi le défi est relevé ou ne l'est pas. Il se contente de rendre compte du fait au cas par cas. Un parallèle s'impose ici presque naturellement avec le contraste qui oppose les axiomes de l'économie bourgeoise dite néoclassique définis en termes qui se voudraient valables pour tous les temps (la rareté, l'utilité, etc.) à la vision

historique de modes de production successifs qualitativement différents, déterminant des cadres institutionnels spécifiques dans lesquels s'expriment la "rationalité éternelle des êtres humains". Jacques Pirenne, à mon avis très supérieur à Toynbee, propose plus finement un contraste permanent entre sociétés ouvertes (maritimes) et sociétés fermées (continentales) et n'hésite pas à qualifier les premières de capitalites (Sumer, la Phénicie, la Grèce, l'Islam des premiers siècles, les villes italiennes, l'Occident moderne) les secondes de féodales (de la Perse antique au Moyen-âge européen). Il n'a jamais hésité à donner à ce que j'appelle éléments protocapitalistes la place déterminante dans les avancées des sociétés ouvertes, faisant d'elles le moteur du développement des forces productives. Il n'a jamais non plus caché que sa thèse visait aussi à disqualifier les expériences fermées de l'Union Soviétique et à valoriser le dynamisme du monde atlantique. Ainsi, à la lutte des classes Pirenne parvient-il à substituer - avec talent certainement - la lutte permanente entre la tendance capitaliste et la tendance féodale au sein des sociétés humaines.

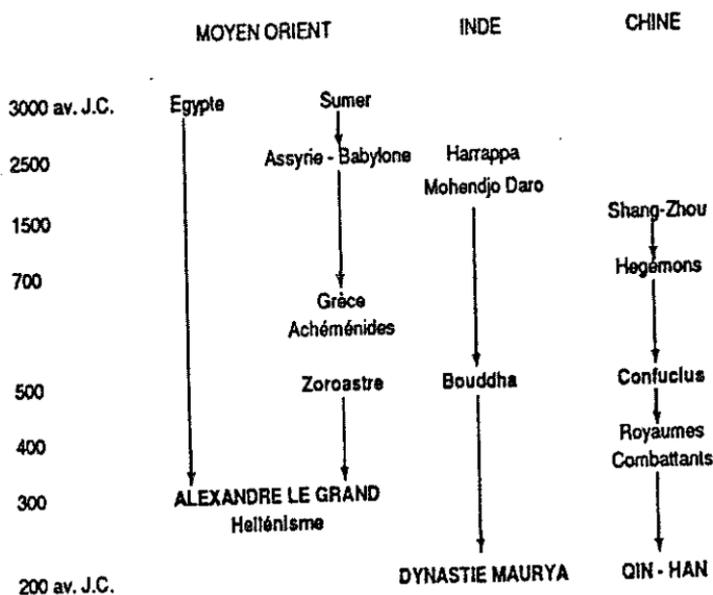
Je crois toujours que la méthode de Marx est supérieure, précisément parce qu'elle situe l'abstraction au niveau qu'il convient. L'idée de modes de production restituée à l'histoire sa dimension concrète réelle. A ce niveau on découvre l'importance et la nature de la coupure capitaliste. Celle-ci est telle qu'il ne me paraît pas possible de traiter de la même manière la compétition entre les sociétés d'autrefois et celle qui règne au sein du système mondial moderne. D'abord parce que la compétition d'autrefois parvient rarement à franchir le seuil de la conscience et que chaque société se croit supérieure à sa manière, "protégée par ses dieux", même lorsqu'une proximité agressive permanente imposerait une meilleure conscience (comme entre Musulmans et Croisés). D'ailleurs, l'écart entre les grandes sociétés précapitalistes tributaires n'est pas tel que la supériorité de l'une sur l'autre soit évidente : elle est toujours conjoncturelle et relative. Rien de comparable à la supériorité désormais écrasante des sociétés capitalistes sur les autres. C'est pourquoi j'attribue à la prise de conscience de cette supériorité une importance décisive et date, de ce fait, les débuts du capitalisme à l'an 1492. A partir de ce moment les Européens

savent que désormais ils peuvent conquérir le monde et qu'ils vont le faire (Cf. mes développements sur ce point dans l'*Eurocentrisme*). Nous savons a posteriori - mais les acteurs de l'époque l'ignorent - que le plus fort est celui qui est passé à un mode de production qualitativement supérieur - le capitalisme. J'ajouterai que, dans la compétition d'autrefois, la distance opère pour en atténuer l'acuité. Quelle qu'ait pu être l'intensité des échanges entre Rome et la Chine, j'ai de la difficulté à croire que ce facteur "externe" ait pu avoir une importance similaire à celle des écarts de productivité de notre époque. Je crois que cet éloignement relatif donnait aux facteurs strictement internes un poids relatif considérablement plus décisif. D'ailleurs, cette raison est elle-même largement responsable de la difficulté que les uns et les autres ont éprouvée à prendre conscience des rapports de forces véritables. Tout autre est, me semble-t-il, la compétition au sein du système mondial moderne, dont la conscience est si aiguë qu'elle revient comme une litanie lancinante dans le discours quotidien des pouvoirs.

7. LE SCHEMA DU SYSTEME MONDIAL TRIBUTAIRE

Le schéma joint illustre la conception que je me fais du "système mondial ancien" (réduit aux sociétés de l'hémisphère dit oriental : Eurasie-Afrique), pour les époques couvrant les dix-huit siècles qui séparent la formation du système hellénistique au Moyen Orient (300 av. J.C.), la constitution de l'Etat Han en Chine (200 av. J.C.), celle des Etats Kouchan et Maurya en Asie Centrale et en Inde (200 av. J.C.), de la Renaissance européenne, soit de 300 av. J.C. à 1500 ap. J.C. J'en résumerai les caractères dans ce qui suit.

TABLEAU I L'INCUBATION (DES ORIGINES À 200 AV. J.C.)



Premièrement : toutes les sociétés de cette époque sont, comme je l'ai déjà dit, de nature tributaire. On distingue néanmoins, parmi toutes ces sociétés, celles que je qualifie de "tributaires centrales" de celles qui sont "tributaires périphériques". Les premières sont caractérisées par une centralisation du surplus à l'échelle de l'Etat relativement forte et sa redistribution sous son contrôle, tandis que dans les formations périphériques, le caractère embryonnaire de l'Etat (voire son inexistence, ou presque) entraîne un émiettement extrême de la répartition du surplus accaparé par les "féodalités locales". L'opposition centres / périphéries n'est pas ici l'analogue de celle qui caractérise le monde capitaliste (moderne). Dans ce dernier le rapport en question est un rapport de domination économique des centres sur la périphérie (associé à la dominance de l'économique). Il n'en est pas de même dans le

rapport ancien. Dominées par l'instance idéologique, les formations tributaires sont centrales ou périphériques selon le degré d'achèvement de la centralisation du pouvoir et de son expression par une religion d'Etat. Dans les formations centrales celle-ci prend la forme d'une religion ou d'une philosophie d'Etat à tonalité religieuse, à vocation universelle - qui rompt avec les religions de terroir spécifiques des époques antérieures que j'ai qualifiées de "communautaires" (Cf. *Classe et Nation*). La concomitance est frappante entre la constitution des grandes sociétés tributaires dans leur forme achevée et la naissance des grands courants religieux et philosophiques qui domineront les civilisations pendant les deux mille ans qui suivent : l'hellénisme (300 av. J.C.), le christianisme oriental, l'Islam (600 AD), Zoroastre, Bouddha et Confucius (tous trois 500 av. J.C.). Cette concomitance - qui n'exclut nullement les emprunts réciproques véhiculés par les rapports que toutes les civilisations tributaires entretenaient entre elles - n'est pas pour moi un hasard, mais au contraire l'une des bases cohérente avec ma thèse du mode tributaire dominant.

La constitution des grands mouvements philosophiques et religieux, associée à la formation des systèmes tributaires, représente la première grande vague des révolutions de l'histoire universelle, qui s'exprime par une vision à vocation universaliste dépassant les horizons de la pensée de terroir des époques antérieures. Cette révolution fonde le système tributaire, comme système général à l'échelle de l'humanité entière - ou presque -, pour 2000 à 2500 ans. La seconde vague des révolutions de portée universelle, qui ouvre la modernité capitaliste et son dépassement socialiste éventuel, et marquée par la Renaissance (et la révolution dans le christianisme qui lui est associée) puis par les trois grandes révolutions modernes, la française, la russe et la chinoise (Cf. *L'Eurocentrisme*). Le "modèle" par excellence de ce mode tributaire me paraît fourni par la Chine qui, sans incubation longue semble-t-il (un millénaire seulement sépare les Shang et les Zhou de la formation de la dynastie Han), se cristallise dans une forme qui n'évoluera pas fondamentalement, ni au plan de l'organisation des forces productives et des rapports de production, ni à celui de l'idéologie (le tandem confucianisme-taoïsme, remplacé un

moment seulement par le Bouddhisme), ni à celui des concepts du pouvoir, pendant les deux mille ans qui séparent la dynastie Han de la révolution de 1911. La centralisation du surplus est ici maximale, à l'échelle d'une société énorme, non seulement pendant les périodes brillantes où l'unité politique est réalisée, ou presque, à l'échelle de ce pays-continent par les grandes dynasties (Han, Tang, Song, Yuan, Ming et Qing) mais même pendant les périodes de troubles interdynastiques où le pays est partagé entre quelques royaumes dont la taille est néanmoins considérable pour l'époque. Aux lisières de la Chine, la Corée et le Vietnam se constituent également au cours du premier millénaire de notre ère en systèmes tributaires analogues, qui d'ailleurs, en dépit de leur indépendance politique vis-à-vis de la Chine, lui empruntent son modèle d'organisation et son idéologie confucéenne.

Au Moyen-Orient, le système tributaire prend sa forme achevée à partir de la conquête d'Alexandre le Grand. J'ai proposé (Cf. *L'Eurocentrisme*) de lire dans ces termes la signification des élaborations philosophiques et religieuses successives de l'hellénisme, du christianisme oriental et de l'Islam. Cependant, dans cette région, la période d'incubation plonge des racines lointaines, antérieures de trente siècles pour l'Egypte et la Mésopotamie, dix siècles pour la Perse, la Phénicie, etc., cinq siècles pour la Grèce. L'hellénisme, le christianisme et l'Islam produiront d'ailleurs une synthèse qui emprunte des éléments décisifs à chacune de ces composantes antérieures et même, à travers la Perse, à l'Inde. Là aussi, la centralisation du surplus pour les 2000 ans qui suivent est remarquable. Sans doute la région sera-t-elle partagée, après l'unification politique précaire du temps d'Alexandre ; mais elle le sera en royaumes de tailles considérables pour l'époque. Partagés par la suite entre des Empires encore plus vastes - celui de Byzance (300 à 1400 AD) et celui des Sassanides (200 à 600 AD), puis réunifiés progressivement par l'expansion du khalifat musulman, formé dès le VII^e siècle AD qui conquiert Constantinople à la fin de notre période - en 1453 -, les espaces de centralisation du surplus sont toujours soit gigantesques (pendant les trois premiers siècles de khalifat), soit tout au moins considérables, après l'éclatement du khalifat à partir de

l'an 1000, au bénéfice de dynasties arabo-berbères en Afrique du Nord et turco-persanes au Mashreq et en Asie centrale occidentale. L'Empire romain d'Occident trouve sa place dans cette lecture de l'histoire comme expression d'une expansion du modèle tributaire vers les rivages de la Méditerranée occidentale. D'une importance seconde à l'échelle de l'histoire universelle, l'Empire romain tient sa place au fait qu'il a précisément transmis l'idéologie tributaire - sous la forme du christianisme occidental - à la périphérie européenne. La lecture eurocentrique de l'histoire (Cf notre critique dans *L'Eurocentrisme*) en a, de ce fait, déformé les réalisations qui, au-delà de la péninsule italienne, n'ont pas résisté à la féodalisation barbare (c'est-à-dire à l'émiettement du système tributaire).

Un troisième centre tributaire achevé se constitue sur le continent indien 200 ans av. J.C., dès l'époque Maurya, suivi des Etats Kouchan (à cheval sur l'Asie centrale méridionale) et Gupta, après la longue période d'incubation qui démarre avec les civilisations de l'Indus (Mohendjo-Daro et Harrap - 2500 av. J.C.). La conquête musulmane à partir du XI^e siècle, succédant à une période de pulvérisation (des VIII^e et IX^e siècles), rétablit, avec les Ghaznévides, les Sultanats de Dehli (1200-1500 AD) puis l'Empire Moghol (1500-1800 AD), une centralisation tributaire à une échelle énorme, tandis que les Etats hindouistes du Dekkan, tributaires également, représentent tout également des royaumes considérables pour l'époque.

Trois zones apparaissent sur notre schéma, dont le caractère périphérique pendant la totalité, ou presque, de la période considérée (de 300 av. J.C. à 1500 ap. J.C.) est frappant.

L'Europe (au-delà de la région byzantine et de l'Italie), c'est-à-dire finalement l'Europe "barbare", est le produit d'une greffe tributaire (transmise par l'idéal de l'Empire romain et l'universalisme chrétien) sur un corps social encore largement organisé sur des bases communautaires dégradées. Je renvoie ici à l'analyse que j'en ai proposée en ces termes (Cf. *Classe et Nation*) qui rend compte simultanément de l'émiettement dans le contrôle des surplus, qui définit le féodalisme (forme inachevée - périphérique - du système tributaire), et de l'effondrement du système étatique, compensé partiellement par l'Eglise. L'Europe évolue lentement vers la forme tributaire, dont

témoigne la constitution des monarchies absolues (en Espagne et au Portugal après la Reconquista, en Angleterre et en France à partir de la Guerre de Cent ans) ; mais ce retard a constitué - selon ma thèse - l'avantage décisif qui a facilité le saut qualitatif précoce de la Renaissance et du capitalisme (Cf. *Classe et Nation*).

Le Japon constitue, à l'autre extrémité du continent eurasiatique, un mode tributaire périphérique dont l'analogie avec l'Europe m'avait frappé, avant même que Mishio Morishima ne vienne confirmer ma thèse. La forme dégradée du confucianisme japonais, l'émiettement féodal qui précède la formation tardive d'une centralisation monarchique à partir de l'Etat Tokugawa (1600 AD) témoignent de ce caractère périphérique (Cf. *L'eurocentrisme*) qui, ici également, rend compte de l'aisance remarquable avec laquelle le Japon passe au capitalisme au XIX^e siècle.

L'Afrique sud-saharienne constitue la troisième périphérie. Celle-ci est encore très largement attardée au stade communautaire en évolution vers des formes tributaires. A ce stade les centralisations tributaires du surplus n'opèrent encore que sur des sociétés de taille fort limitée. L'émiettement demeure donc la règle.

Le statut de l'Asie du Sud-Est est ambivalent. Il me semble que l'on peut reconnaître ici des formations tributaires de type central - même si elles ne couvrent que des espaces plus modestes que celles des autres grandes formations asiatiques - et des zones périphériques (définies par l'émiettement du surplus). Au premier type appartient l'Empire Kmer, puis ses successeurs thaï, birman et cambodgien, à partir du VI^e siècle, et peut-être en Indonésie le royaume Majapahit à partir du XIII^e siècle. Par contre, les sociétés organisées de Malaisie et d'Indonésie qui se cristallisent en Etats sous l'influence de l'hindouisme (à partir du V^e siècle) puis de l'Islam, me paraissent appartenir à la famille périphérique, émiettées par l'éparpillement du surplus collecté à l'échelle d'Etats de tailles très modestes, relativement nombreux et fragiles.

Le statut de la région de l'Asie centrale est particulier. La région elle-même reste moins définie dans ses frontières que les autres. Des Etats d'une taille importante s'y sont constitués à une époque précoce - comme l'Empire Kouchan - reliant d'un trait continu le Moyen-Orient hellénistique et sassanide puis islamique à l'Inde et à la Chine. La région est elle-même devenue le centre de gravité d'un immense Empire - à l'époque de Gengis Khan (1300 AD). Avant comme après cette dernière cristallisation, elle était entrée dans l'orbite islamique. Ses modes d'organisation sont de nature tributaire, tantôt ici ou là avancée (lorsque l'expression du pouvoir centralisé sur une grande échelle le permet), tantôt retombant dans l'émiettement "féodal". Mais la grande particularité de la région est que, par sa position géographique même, elle est la zone de transit obligé des échanges Est-Ouest (Chine, Inde, Moyen-Orient et au-delà vers les périphéries du système). En concurrence avec la voie maritime aussi loin que l'on remonte dans le temps, la voie continentale ne perdra définitivement son importance que tardivement, à partir du XVI^e siècle.

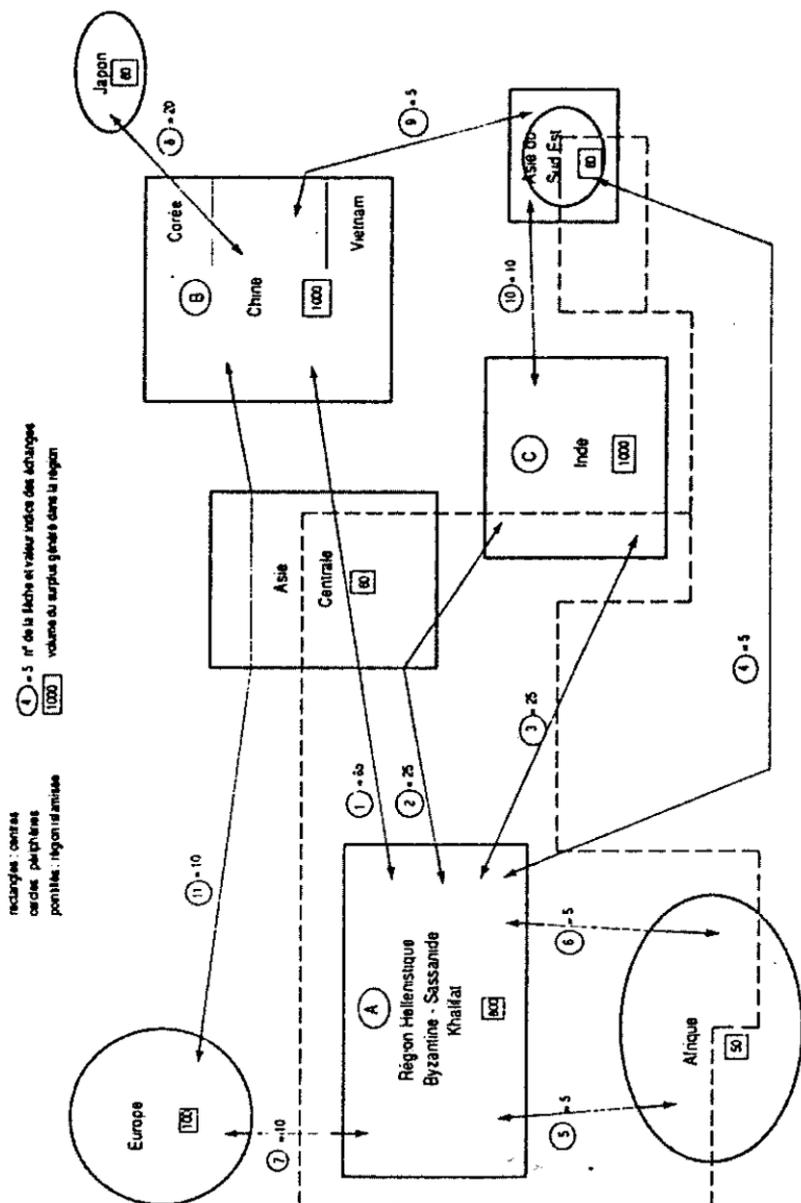
Dans le schéma joint, les centres sont indiqués par des rectangles, les périphéries par des cercles.

Deuxièmement : pendant toute la période des dix-huit siècles considérés, toutes les sociétés représentées sur notre schéma non seulement connaissent leur existence mutuelle, mais encore entretiennent des rapports d'échanges de toutes natures (commerce et guerre, emprunts technologiques et culturels), beaucoup plus intenses qu'on ne le croit généralement. Dans ce sens très général, on peut parler de "système mondial", sans bien sûr être obligé d'en confondre la nature avec celle du système mondial (capitaliste) moderne.

Dans le schéma, j'ai représenté ces rapports par 11 flèches. Bien entendu, l'intensité des flux que chacune de ces flèches représente a varié d'une manière considérable dans le temps et dans l'espace. Mais surtout - et j'insiste sur ce point - leur articulation avec la dynamique interne propre aux différents systèmes tributaires qu'elles relient, non seulement est fondamentalement différente de celle qui caractérise les "rapports internationaux" dans le système mondial moderne,

mais encore a opéré de manière différente d'une formation tribulaire à l'autre.

Schéma : le système du monde tributaire - 300 av. J.C. - 1500 ap. J.C.



Pour y voir clair, je propose de distinguer quatre ensembles de rapports :

(i) Les rapports que les trois grands centres (A - Rome et Byzance - l'Empire Sassanide - le Khalifat ; B - la Chine ; C l'Inde) ont entretenus entre eux sont marqués par les flèches 1 (Moyen-Orient - Chine à travers l'Asie centrale septentrionale), 2 (Moyen-Orient - Inde à travers l'Asie centrale méridionale) et 3 (Moyen-Orient - Inde par la voie maritime). Ces rapports ont été sans doute les plus intenses de tous, compte-tenu simplement de la richesse et de la puissance relative des centres en question, au moins dans les périodes brillantes de leur histoire.

(ii) Les rapports que le centre arabo-persan islamique a entretenus avec les trois périphéries (Europe, Afrique, Asie du Sud-Est) sont indiqués par les flèches 4 (voie maritime Moyen-Orient - Malaisie, Indonésie), 5 (voie transsaharienne Afrique du Nord - Sahel africain), 6 (voie maritime Moyen-Orient - Côte orientale Swahili d'Afrique) et 7 (Khalifat et Byzance - Europe). Les échanges en question sont moins intenses que les précédents (du fait de la pauvreté relative des périphéries) mais surtout asymétriques (concept que je ne confonds pas avec l'inégalité spécifique des rapports centres / périphéries du monde moderne), dans ce sens qu'ils ont peut-être été relativement neutres dans leurs effets sur le centre mais décisifs pour l'évolution des périphéries. Ces rapports ont accéléré considérablement la constitution des Etats dans le Sahel africain et en Afrique orientale (Cf. Classe et Nation) comme en Malaisie et en Indonésie et, par là même, ouvert la voie à l'islamisation de ces régions (l'Islam se substitue alors aux religions de terroir antérieures, en vertu d'une nécessité propre au monde tributaire). Ils ont également animé la renaissance des villes commerçantes italiennes, et, à travers elles, accéléré la progression des infiltrations marchandes à travers toute l'Europe féodale.

(iii) Les rapports que le centre chinois a entretenus avec la périphérie japonaise (flèche 8) et celle du Sud-Est asiatique (flèche 9) sont de même nature que les précédents. Je signale ici la flèche 11 qui indique une communication directe établie entre la Chine et l'Europe, empruntant bien sûr les voies de l'Asie centrale mais sans passer par le canal du cœur du Khalifat islamique. Cette relation directe n'a opéré que durant une

période relativement courte dans le cadre de la paix mongole (l'Empire de Gengis Khan au XIII^e siècle). Mais elle a été décisive pour l'histoire ultérieure car elle a permis à l'Europe de faire des emprunts technologiques importants à la Chine (poudre à canon, imprimerie, boussole, etc.), parce que l'Europe était mûre pour le faire et effectuer le saut qualitatif du système tributaire périphérique (féodal) au capitalisme. D'ailleurs, peu de temps après, l'Europe substituait la voie maritime dominée par elle à toutes les formes antérieures de transport à longue distance, établissant par ce moyen des rapports directs entre elle et chacune des autres régions du monde (Afrique, Inde, Chine, Asie du Sud-Est), découvrant, puis conquérant, l'Amérique par la même occasion.

(iv) Les rapports que le centre indien (bouddhique et hindouiste) a entretenus avec ses périphéries du Sud-Est asiatique (flèche 10) qui sont d'une nature analogue à celle des rapports Chine-Japon.

Il apparaît d'évidence que l'intensité des flux extérieurs par rapport aux différentes masses constituées par les formations régionales considérées varie considérablement d'une région à l'autre. Les trois régions centrales clés A, B et C (Moyen-Orient, Chine, Inde) représentaient, en termes de poids économique, un multiple de ce que constituait chacune des autres régions. Si donc le volume du surplus centralisé dans chacune de ces régions centrales clés est mesuré par l'indice 1000, il ne devait guère dépasser l'indice 100 pour chacune des autres régions (Europe, Afrique, Japon, Asie centrale, Asie du Sud-Est). De surcroît, une partie seulement, et probablement relativement mineure (10 à 20 % peut-être), de ce surplus pouvait être l'objet d'échanges à longue distance.

Les quatre flèches qui concernent la Chine (la majeure 1, les mineures 8 et 9 et l'épisodique 11) pouvaient par exemple représenter une valeur indice de l'ordre de 100 (10 % du surplus produit en Chine). Les trois flèches qui concernent l'Inde (les deux majeures 2 et 3 et la mineure 10) ne pouvaient guère dépasser l'indice 50 ou 70. Tous les historiens ont fait remarquer ce fait que les échanges extérieurs de ces deux masses continentales étaient marginaux par rapport au volume de leur production.

Par contre, le poids des échanges extérieurs paraît plus marqué pour la région A qui est la seule qui soit en rapport direct avec toutes les autres. Aux flèches majeures 1, 2 et 3 représentant les échanges de A avec B et C (valeur indice totale : 115 dans notre hypothèse) s'ajoutent les échanges de la région avec les périphéries Europe (flèche 7), Afrique (flèches 5 et 6) et Sud-Est asiatique (flèche 4), un total peut être de l'ordre d'une valeur indice 25. Au total alors les échanges extérieurs auraient représenté ici une valeur indice de 140 (20 % du surplus ?).

Pour chacune des périphéries également la contribution des échanges extérieurs apparaîtrait relativement forte : indice 20 pour l'Europe, 10 pour l'Afrique, 20 pour l'Asie du Sud-Est et 20 pour le Japon, soit 20 % à 30 % des surplus générés dans ces régions. De même les flux transitant par l'Asie centrale (flèches 1, 2 et 11), de l'ordre d'un indice 100, auraient pu représenter un volume supérieur, même à celui du surplus généré localement !

Les valeurs indices attribuées tant aux volumes du surplus généré dans chaque région qu'aux volumes des échanges symbolisés par chacune des flèches sont, bien entendu, construites par nous pour suggérer des ordres de grandeur relatifs. Il appartient aux historiens d'en établir de meilleurs. À défaut (et nous n'avons rien trouvé dans ce domaine), les chiffres que j'indique constituent des ordres de grandeur qui me paraissent plausibles et que l'on peut résumer dans le tableau ci-dessous :

	Surplus généré localement (1)	Flux extérieurs (2)	% 2/1
Moyen-Orient	800	140	20 %
Chine	1.000	100	10 %
Inde	1.000	60	6 %
Europe	100	20	20 %
Afrique	50	10	20 %
Japon	60	20	30 %
Asie du Sud-Est	60	20	30 %
Asie centrale	60	100	150 %